serait bon de dire au ministre et au Gouvernement ce que nous en pensons. Disons d'abord que nous sommes favorables à cet accord. Il assure une certaine forme de stabilisation; mais il ne va pas assez loin, car, à mon avis, le prix que fixe cet accord est trop bas.

Il y en a plusieurs qui croient que nous faisons beaucoup d'argent, nous les producteurs de blé; mais ces mêmes gens oublient qu'au cours des années passées les impôts ont augmenté, que le tarif-marchandises a augmenté de plus de 85 p. 100 au cours des trois dernières années et que le prix des instruments aratoires a augmenté de 54 points, au cours des cinq dernières années et de près de 100 points depuis 1939. Ils ne se rendent pas compte non plus, que le coût de la main-d'œuvre agricole, comme la main-d'œuvre dans les autres industries, a augmenté considérablement. Ils ne se rendent pas compte qu'il nous est impossible d'obtenir la main-d'œuvre efficace que nous devrions avoir.

Les négociations qui ont précédé la signature de l'accord ont duré au moins dix semaines. Plusieurs craignaient qu'on ne pourrait pas en arriver à un accord. Cependant, je suis heureux de constater que ceux qui ont participé aux négociations ont fait preuve d'une grande patience, qu'ils ont même lassé celle des autres, puisqu'un accord a été conclu.

Aux termes de l'accord, le prix maximum est de \$2.05; si nous enlevons les frais d'administration, le prix revient à \$1.99. Au cours de la durée du présent accord, lorsque le dollar canadien était en perte de 10 p. 100 et que notre blé nous était payé en dollars américains, le prix s'établissait à \$1.98 le boisseau (soit seulement 1c. de moins que le prix actuel). Exprimé en dollars de 1939, le prix n'est plus que de 94½c. Le prix minimum de \$1.55 est légèrement supérieur au minimum prévu au présent accord. Mais, là encore, si on le convertit en dollar à valeur de 1939, le prix est de seulement 71½c.

Il est une disposition qui devrait figurer à l'accord et dont nous déplorons l'absence. Je veux parler de l'échelle mobile, que nous avons réclamée maintes et maintes fois. Une telle disposition permettrait des rajustements en fonction des frais de production et à la lumière du prix des denrées dans d'autres pays. Peut-être n'a-t-on pas pu obtenir l'insertion d'une telle disposition dans l'accord, mais je me demande si on a vraiment cherché à l'y faire porter.

En 1952, les frais du producteur de blé ont augmenté de 7 p. 100. Si les prix de nombreux produits agricoles ont augmenté de façon sensible, il reste que, comme nous avons été à même de le constater par le passé, les prix de ces denrées sont les derniers à monter, mais les premiers à baisser.

Si je ne m'abuse, nous sommes ici en présence d'un engagement d'honneur. Il en allait d'ailleurs de même pour l'accord actuellement en vigueur. Dans certaines circonstances, les signataires ne sont pas contraints d'acheter ni de vendre. Toutefois, il y a un chaînon qui manque: le gouvernement britannique. Cette abstention a été vivement critiquée et certains se demandent comment elle s'explique. Il semble qu'il y ait un écart de 5c. du boisseau entre le prix demandé par les vendeurs et celui qu'offrent les acheteurs. La Grande-Bretagne est la seule nation qui se soit refusée à payer les 5c. supplémentaires.

Dans le premier numéro du *Western Producer*, en date du 23 avril 1953, on trouve certaines réflexions exprimant l'opinion des habitants des provinces de l'Ouest et que je voudrais faire consigner au compte rendu. Cet article étudie un éditorial paru dans le *Manchester Guardian* et il dit:

Le journaliste du *Guardian* signale que toute réduction du prix du blé dans la zone sterling aurait des conséquences incalculables et il déclare: "Admettons l'hypothèse extrême: grâce au rétablissement du marché libre, le prix du blé pourrait baisser d'environ 80c. pour atteindre un montant dépassant quelque peu \$1 le boisseau; le bloc sterling parviendrait ainsi à économiser plus de 220 millions par an.

Cette somme représente plus des deux tiers du montant d'aide à la défense touchée par la Grande-Bretagne en 1952 et près du cinquième du déficit, en dollars, qu'avaient l'an dernier les nations du bloc sterling."

Puis, nous constatons un peu plus loin dans l'article en question, que la Grande-Bretagne ne tenait pas compte du coût de production du blé, mais simplement des excédents considérables de cette denrée qui existent tant au Canada que dans d'autres pays. C'est la raison pour laquelle, les Anglais ont cru pouvoir acheter ce blé à des prix de solde, sans se soucier de ce que cette façon d'agir pourrait entraîner la faillite des agriculteurs du Canada et de certains autres pays.

Je citerai encore le passage suivant du *Western Producer*:

Lorsqu'il y a plus de vingt ans, les agriculteurs de l'Ouest canadien ont décidé de s'efforcer d'obtenir un accord international sur le blé, ils savaient nettement ce qu'ils voulaient. Ils souhaitent mettre fin au cycle où la crise suivait toujours les périodes de prospérité, et dont les effets étaient néfastes tant pour les producteurs que pour les consommateurs de blé. Ils croyaient qu'une méthode qui portait parfois le blé à 3 dollars pour le faire redescendre à 40c. pouvait fort bien mener le producteur à la faillite et ruiner le consommateur. Ils souhaitaient la remplacer par l'établissement d'un prix aussi stable que juste, qui permettrait à l'agriculteur de semer son blé en toute confiance et garantirait à l'acheteur un approvisionnement suffisant à des prix raisonnables.

Ce passage résume, à mon avis, assez bien la situation. Peut-être qu'en vue de l'attitude adoptée par la Grande-Bretagne, de-